

54^e

enquête semestrielle
janvier 2012

LA CONJONCTURE
DES PETITES ET MOYENNES ENTREPRISES

oseo,

Sommaire

Synthèse_ PAGE 03_

1 Activité_ PAGE 05_

2 Emploi_ PAGE 07_

3 Situation financière_ PAGE 09_

4 Les investissements et leur financement_ PAGE 12_

5 Les secteurs d'activité_ PAGE 15_

Industrie PAGE 15_ / Construction PAGE 17_ / Commerce : commerce de gros,
commerce de détail, commerce et réparation automobile PAGE 18_ /
Transports PAGE 19_ / Tourisme PAGE 19_ / Services : services aux entreprises,
services aux particuliers PAGE 20_

6 Méthodologie_ PAGE 21_

Synthèse

2011 : une année satisfaisante... mais une expectative inquiète pour 2012

Interrogés en novembre, les dirigeants de PME esquissent un premier bilan de l'année 2011. Celle-ci a été assez satisfaisante pour les secteurs situés en amont, moins bonne pour ceux orientés vers les ménages.

Le chiffre d'affaires a progressé de + 4,7 % en moyenne sur l'ensemble des PME, après + 3,6 % en 2010.

Le dynamisme du secteur manufacturier a été très favorable aux secteurs qui lui sont liés : transports, commerce de gros et services aux entreprises. Cependant, avec des carnets de commandes industriels moins bien garnis en fin d'année, l'activité a commencé à décélérer et les perspectives de croissance en 2012 sont en net retrait, moins prononcé toutefois pour les entreprises exportatrices et innovantes.

Dans les autres secteurs, l'activité a peu progressé, voire légèrement reculé. Dans la construction, le redressement en 2011 a été tardif et modéré et les anticipations pour 2012 sont celles d'une baisse significative de l'activité, tant dans le bâtiment que dans les travaux publics. L'activité a stagné dans le tourisme et les services aux particuliers mais devrait se maintenir en 2012. En revanche, les ventes qui sont atones dans le commerce de détail et le commerce automobile pourraient reculer en 2012, en particulier dans ce dernier secteur qui ne bénéficie plus de primes à la casse.

L'emploi a progressé dans les PME de toutes tailles, sauf dans les TPE où il s'est simplement maintenu. Les secteurs recruteurs sont essentiellement ceux situés en amont du système productif.

Les embauches devraient ralentir en 2012, une progression significative des effectifs étant cependant anticipée dans les services aux entreprises, l'industrie et le commerce de gros.

La situation de trésorerie est demeurée stable et relativement souple au cours des six derniers mois. Une entreprise sur cinq déclare avoir rencontré des difficultés pour obtenir des concours bancaires d'exploitation, sans évolution depuis fin 2010. La proportion est deux fois et demie plus élevée dans les TPE (22 %) que dans les moyennes entreprises (8 %).

Avant la publication des bilans, les PME estiment que leurs résultats de 2011 auront été en légère amélioration par rapport à l'année précédente. Elles anticipent cependant une diminution de la rentabilité en 2012, sauf dans l'industrie, les services aux entreprises et le commerce de gros, secteurs où l'activité devrait conserver une certaine croissance.

L'investissement a globalement connu une légère progression. Les dépenses d'équipement ont surtout augmenté dans l'industrie et les transports. Pour 2012, les PME sont dans l'expectative et, à ce stade, envisagent plutôt un simple maintien de leurs investissements.

Depuis l'été 2011, la confiance des ménages mais aussi celle des entreprises, notamment des plus petites d'entre elles, a été durement ébranlée par la crise de la dette souveraine en Europe. L'évolution de l'activité des PME en 2012, de leurs embauches et de leurs investissements dépendra avant tout de la résolution de cette crise de nature très inédite.



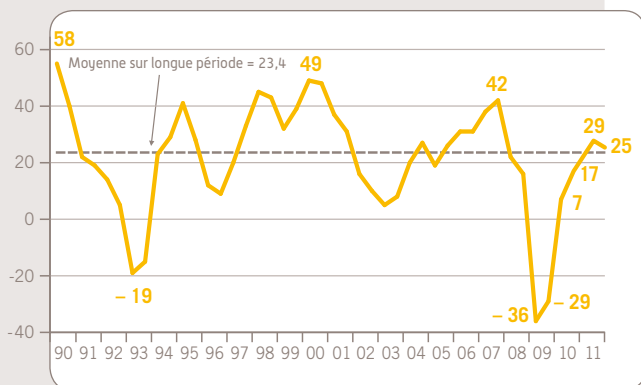
1/Activité

2011 : UNE ANNÉE SATISFAISANTE MALGRÉ UN RALENTISSEMENT AU SECOND SEMESTRE

L'ACTIVITÉ A DÉCÉLÉRÉ À PARTIR DE L'ÉTÉ

En novembre, l'indicateur d'activité⁽¹⁾ des PME ressort à + 25, en hausse de 8 points sur un an mais en recul de 4 points par rapport à mai 2011. Il se situe tout juste au-dessus de sa moyenne de long terme (+ 23,4).

INDICATEUR D'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE EN COURS (N)
Solde des opinions en % [hausse - baisse]



Prévisions de mai N et estimations de novembre N

Source : OSEO

Les PME estiment à + 4,7 % en moyenne la progression annuelle de leur chiffre d'affaires en 2011, après une hausse évaluée à + 3,6 % fin 2010 pour l'année 2010.

POURSUITE DE LA REPRISE DANS LES SECTEURS AMONT MAIS STAGNATION VOIRE RECVL DANS LES SECTEURS AVAL

Les secteurs situés en amont du système productif, principalement affectés par la récession de 2008-2009, ont amplifié en 2011 le redressement de leur chiffre d'affaires engagé en 2010 :

- + 7,5% en moyenne dans l'industrie (après + 5,7 % en 2010)
- + 6,3% transports (vs + 3,3 %)
- + 5,8% commerce de gros (contre + 5,6 %)
- + 4,8% services aux entreprises (après + 3,6 %)

Le redressement a été plus tardif et nettement plus faible dans la construction :

- + 3,0 % bâtiment (vs + 1,0 % en 2010)
- + 2,7 % travaux publics (après - 2,0 %)

Enfin, l'activité a stagné, voire décéléré, dans les branches liées à la consommation des ménages :

- + 2,3 % services aux particuliers (vs + 3,8 %)
- + 2,1 % tourisme (contre + 2,0 %)
- + 1,3 % commerce de détail (après + 1,1 %)
- - 1,0 % commerce et réparation automobile (contre + 3,5 %)

L'ACTIVITÉ EST RESTÉE ATONE DANS LES TPE TANDIS QU'ELLE A RENFORCÉ SA PROGRESSION DANS LES MOYENNES ENTREPRISES

Les entreprises de moins de 10 salariés font part d'une croissance de + 2,0 % en moyenne de leur CA en 2011, pratiquement comme en 2010 (+ 1,7 %). La progression est restée vive dans les entreprises de 10 à 49 salariés, gagnant 0,8 point, à + 6,7 %, tandis qu'elle s'est fortement accélérée dans celles de 50 à 249 salariés à + 8,6 %, en hausse de + 4,1 points.

UNE CROISSANCE DEUX FOIS PLUS RAPIDE CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES⁽²⁾

Les PME "très exportatrices" annoncent un CA en hausse de + 8,7 % (après + 10,4 % en 2010) en moyenne et les "moyennement exportatrices" + 6,9 % (vs + 4,5 %). La progression est deux fois moindre chez les "non exportatrices", à + 3,9 % en moyenne (après + 2,6 % en 2010).

LES ENTREPRISES INNOVANTES⁽³⁾ ONT UNE PROGRESSION DES VENTES DEUX FOIS ET DEMIE PLUS RAPIDE

Les PME "innovantes" évaluent à + 7,4 % en moyenne la hausse nominale de leur chiffre d'affaires 2011, à comparer avec + 3,2 % pour les "non innovantes".

[1] Solde en pourcentage des opinions opposées : cf. définition dans la méthodologie p. 21.

[2] Cf. qualification des entreprises exportatrices dans la méthodologie p. 22.

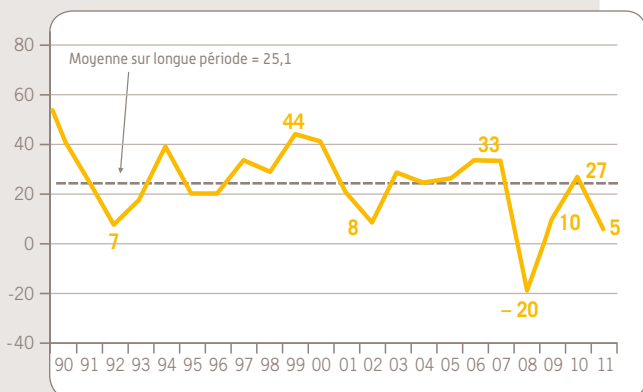
[3] Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22.

2012 : DES PRÉVISIONS DE QUASI-STAGNATION DE L'ACTIVITÉ

26 % des dirigeants anticipent une augmentation de leur activité en 2012, contre 21 % une diminution. Il en résulte un indicateur avancé de l'activité tout juste positif à + 5, très en deçà de sa moyenne de long terme (+ 25,1).

INDICATEUR AVANCÉ DE L'ACTIVITÉ POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre N pour l'année N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES SONT ASSEZ DISTINCTES EN FONCTION DU SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur prévisionnel d'activité est positif et légèrement supérieur à la moyenne dans les secteurs suivants :

- transports (+ 16)
- commerce de gros (+ 13)
- services aux entreprises (+ 12)
- industrie (+ 11)
- services aux particuliers (+ 10)

Il est voisin de la moyenne dans le tourisme (+ 2).

En revanche, l'indicateur prévisionnel d'évolution de l'activité en 2012 est négatif dans quatre secteurs :

- commerce de détail (- 3)
- bâtiment (- 14)
- travaux publics (- 16)
- commerce et réparation automobile (- 26)

LES ANTICIPATIONS D'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ DEMEURENT OPTIMISTES DANS LES MOYENNES ENTREPRISES MAIS SONT NÉGATIVES DANS LES TPE

L'indicateur avancé de l'activité croît de - 4 chez les TPE, à + 33 chez les entreprises de 100 à 249 salariés. Entre les deux, il progresse de + 6 pour celles de 10 à 19 salariés, à + 16 pour celles de 20 à 49 salariés et à + 29 pour celles qui comptent de 50 à 99 salariés.

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT AFFICHENT DE BONNES PERSPECTIVES DE CROISSANCE

L'indicateur avancé de l'activité des entreprises "fortement exportatrices" ressort à + 23 et atteint + 19 pour les entreprises "moyennement exportatrices". En revanche, il est tout juste à l'équilibre, à + 1, pour les PME "non exportatrices".

Les entreprises classées "innovantes", qui sont aussi nettement plus souvent exportatrices que les autres, tablent sur une poursuite de la progression de leur activité en 2012, avec un indicateur avancé à + 23, tandis que les entreprises "non innovantes" craignent un effritement de leur activité, avec un indicateur négatif à - 4.

2/ Emploi

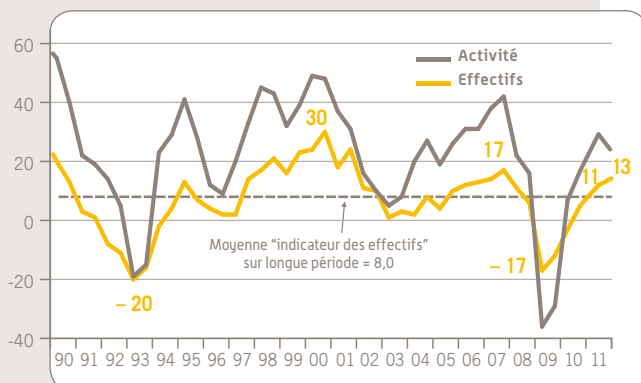
LES CRÉATIONS D'EMPLOI SE SONT MAINTENUES AU SECOND SEMESTRE 2011

LES EMBAUCHES SONT DEMEURÉES ASSEZ SOUTENUES

En novembre, 28 % des PME annoncent une augmentation de leur effectif par rapport à fin 2010, contre 15 % seulement une diminution. L'indicateur courant d'emploi s'établit ainsi à + 13, en hausse de 2 points en six mois.

INDICATEURS COURANTS (ANNÉE N)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Estimations de mai N et novembre N pour l'année N

Source : OSEO

L'EMPLOI N'A SIGNIFICATIVEMENT PROGRESSÉ QUE DANS LES SECTEURS AMONT

Les effectifs des PME ont surtout augmenté en 2011 dans les branches d'activité les plus dynamiques en termes d'activité. Au regard de la valeur de leur indicateur d'emploi, il s'agit des secteurs suivants :

- + 19 industrie (indicateur d'activité à + 41)
- + 18 services aux entreprises (activité + 22)
- + 14 commerce de gros (activité + 30)
- + 12 transports (activité + 42)

En revanche, l'emploi a à peine progressé, voire légèrement diminué, dans les autres secteurs où l'activité a été plus atone :

- + 7 bâtiment (indicateur d'activité à + 8)
- + 5 services aux particuliers (activité + 17)
- + 3 tourisme (activité + 23)
- + 3 commerce et réparation automobile (- 5)
- - 3 travaux publics (activité + 13)
- - 3 commerce de détail (activité + 9)

L'EMPLOI A CONTINUÉ DE CROÎTRE DANS TOUTES LES CLASSES D'EFFECTIF À L'EXCEPTION DE CELLE DES TPE

Les entreprises de 10 à 249 salariés ont de nouveau été très largement créatrices nettes d'emplois. Les TPE, quant à elles, ont cessé de réduire leurs effectifs pour la première depuis le second semestre 2008.

INDICATEURS COURANTS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2011 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinions "en hausse" moins "en baisse" par rapport à fin 2010

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	+ 8	0
10 à 19 salariés	+ 29	+ 16
20 à 49 salariés	+ 41	+ 25
50 à 99 salariés	+ 50	+ 32
100 à 249 salariés	+ 52	+ 25
Ensemble	+ 25	+ 13

Source : OSEO

LES PME EXPORTATRICES SONT TOUJOURS PLUS CRÉATRICES D'EMPLOIS QUE LES AUTRES

L'indicateur courant d'emploi culmine à + 23 chez les entreprises "fortement exportatrices", contre + 10 pour les "non exportatrices". Il est également nettement plus élevé chez les "moyennement exportatrices", à + 20.

LES ENTREPRISES INNOVANTES ONT ACCENTUÉ LE RENFORCEMENT DE LEURS EFFECTIFS

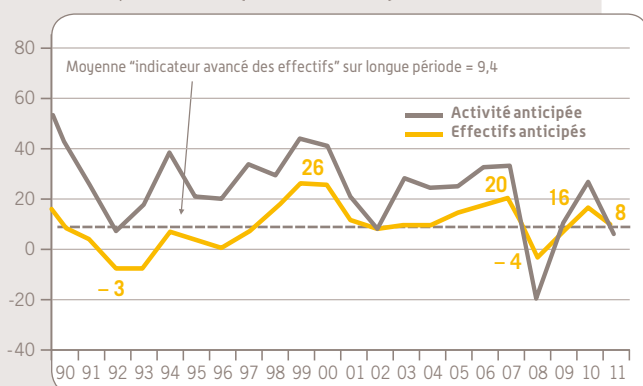
L'indicateur d'emploi est devenu légèrement positif chez les entreprises qui n'ont pas véritablement innové au cours des trois dernières années, à + 7, contre 0 fin 2010. Il reste cependant très en deçà de celui des entreprises classées innovantes, chez lesquelles il a encore progressé de 7 points en un an, à + 23.

LES PME PENSENT RALENTIR LES EMBAUCHES EN 2012

L'indicateur avancé de l'emploi perd 8 points en un an, à + 8. À ce niveau, il est légèrement inférieur à sa moyenne historique.

INDICATEURS AVANCÉS POUR L'ANNÉE SUIVANTE (N + 1)

Solde des opinions en % (hausse - baisse)



Prévisions faites en novembre N pour l'année suivante N+1

Source : OSEO

LES PERSPECTIVES D'EMPLOI SONT BONNES DANS LES SECTEURS AMONT

L'indicateur d'emploi prévisionnel pour 2012 est le plus élevé dans les trois secteurs actuellement les plus dynamiques en termes d'activité : les services aux entreprises (+ 16), l'industrie (+ 12) et le commerce de gros (+ 11). Les intentions d'embauche sont plus faibles dans les transports (+ 6) et les services aux particuliers (+ 6), tandis qu'elles sont nulles dans la construction (indicateur à 0), tant pour le bâtiment que pour les travaux publics.

En revanche, les effectifs sont prévus en léger recul dans le commerce et la réparation automobile (- 3), le tourisme (- 4) et le commerce de détail (- 7).

LES INTENTIONS DE CRÉATION D'EMPLOIS SONT LES MEILLEURES DANS LES MOYENNES ENTREPRISES

L'indicateur avancé de l'emploi est le plus faible pour les TPE (+ 4), dont les perspectives d'activité sont légèrement négatives (-4). À l'opposé, les prévisions de recrutement sont toujours très positives dans les entreprises de 50 à 249 salariés (+ 20), particulièrement optimistes pour la croissance de leur activité en 2012 (indicateur avancé à + 30).

INDICATEURS AVANCÉS D'ACTIVITÉ ET D'EMPLOI EN 2012 SELON LA TAILLE DES ENTREPRISES

Solde des pourcentages d'opinion "en hausse" moins "en baisse"

	ACTIVITÉ	EFFECTIFS
1 à 9 salariés	- 4	+ 4
10 à 19 salariés	+ 6	+ 9
20 à 49 salariés	+ 16	+ 14
50 à 99 salariés	+ 29	+ 22
100 à 249 salariés	+ 33	+ 17
Ensemble	+ 5	+ 8

Source : OSEO

LA CROISSANCE DES EFFECTIFS EN 2012 DEVRAIT SE CONCENTRER SUR LES ENTREPRISES INNOVANTES ET EXPORTATRICES

L'indicateur d'emploi prévisionnel ressort à + 20 chez les entreprises classées innovantes, contre + 1 chez les PME "non innovantes".

Les performances à l'exportation sont également déterminantes sur les perspectives de création d'emplois. L'indicateur avancé de l'emploi culmine à + 21 chez les entreprises "très exportatrices" et ressort à + 16 chez les "moyennement exportatrices", alors qu'il s'établit à + 6 seulement chez les "non innovantes".

3/Situation financière

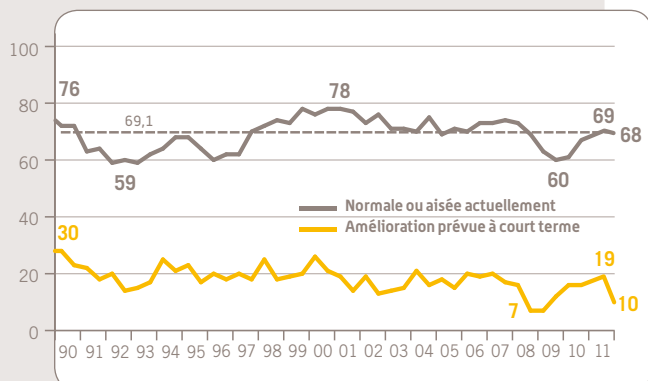
LES TRÉSORERIES SONT STABLES ET ASSEZ SOUPLES

En novembre, 68 % des PME estiment "normale ou aisée" la situation de leur trésorerie récente, avoisinant le niveau moyen de long terme et tout juste inférieur de 1 point à celui de mai précédent.

A contrario, seul un tiers des PME considèrent avoir rencontré des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois.

TRÉSORERIE DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

L'ÉTAT DE LA TRÉSORERIE EST TRÈS VARIABLE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

En novembre 2011, la proportion de PME estimant difficile la situation de leur trésorerie récente est la plus importante, et généralement en augmentation par rapport à mai précédent, dans les secteurs suivants :

- 43 % commerce de détail (+ 7 points)
- 40 % bâtiment (+ 1 point)
- 38 % travaux publics (+ 3 points)
- 38 % transports (- 4 points)
- 37 % commerce et réparation automobile (+ 7 points)

La situation de trésorerie est un peu plus souple dans :

- 35 % services aux particuliers (*idem*)
- 31 % commerce de gros (+ 9 points)
- 30 % services aux entreprises (+ 3 points)
- 29 % industrie (- 1 point)

Le jugement sur l'état de la trésorerie est de loin le meilleur dans le tourisme, 21 % seulement des entreprises estimant la situation récente difficile, contre 35 % en mai 2011 et 28 % fin 2010.

LA SITUATION DE TRÉSORERIE EST JUGÉE NETTEMENT PLUS FAVORABLE DANS LES MOYENNES ENTREPRISES QUÉ DANS LES AUTRES

23 % seulement des entreprises de 100 à 249 salariés font part de contraintes de trésorerie au cours des six derniers mois, contre un tiers dans toutes les autres tailles d'entreprise.

LES TRÉSORERIES DES ENTREPRISES EXPORTATRICES SONT UN PEU PLUS SOUPLES

27% des entreprises très exportatrices déclarent des tensions de trésorerie et 28 % des entreprises moyennement exportatrices, contre 34 % pour les PME "non exportatrices".

PAS D'ÉCART SIGNIFICATIF ENTRE LES ENTREPRISES INNOVANTES ET LES NON INNOVANTES

En novembre 2011, 31 % des entreprises innovantes jugent difficile l'état de leur trésorerie récente, contre 33 % des PME non innovantes.

UN ACCÈS AU CRÉDIT DE TRÉSORERIE TRÈS STABLE

Les deux questions introduites dans l'enquête de fin 2010 pour appréhender les conditions d'accès au crédit de trésorerie et les causes des difficultés éventuellement rencontrées ont été maintenues.

"Au cours des six derniers mois, comment avez-vous assuré le financement de votre exploitation courante ?":

- 43 % Très facilement, car trésorerie excédentaire [- 2 points/mai et *idem* nov. 2010]
- 37 % Assez facilement, car concours bancaires sollicités obtenus [+ 2 points/mai et + 2 points/nov. 2010]
- 12 % Assez difficilement, car obtention partielle des avances demandées [- 1 point/mai et - 2 points/nov. 2010]
- 8 % Très difficilement, car aucune facilité bancaire obtenue [+ 1 point/mai et + 1 point/nov. 2010]

Les difficultés d'accès au crédit d'exploitation bancaire sont quasi stables sur un an. Aucune évolution depuis les turbulences financières de l'été ne semble ressentie par les PME, au vu des déclarations de leurs dirigeants.

Pour les entreprises ayant répondu "assez" ou "très difficilement", soit 20 % de l'ensemble de l'échantillon, il était demandé de "cocher les raisons de ces difficultés parmi les 4 suivantes (possibilité de réponses multiples)":

- 44 % Niveau insuffisant de l'activité et/ou des perspectives de développement trop incertaines
- 37 % Garanties exigées trop importantes
- 33 % Secteur considéré comme trop risqué
- 18 % Secteur d'activité méconnu des banques

En ce qui concerne la première question, il apparaît que 20 % des PME déclarent avoir rencontré des difficultés pour assurer le financement de leur exploitation courante avec le concours des établissements financiers. Dans la moitié des cas, il s'agit d'entreprises dont la rentabilité actuelle est jugée mauvaise par leur propre dirigeant.

On constate une fois de plus que **l'accès aux crédits d'exploitation est d'autant plus difficile que l'entreprise est petite** : c'est le cas pour 22 % des TPE, 18 % des entités de 10 à 99 salariés mais seulement 8 % de celles de 100 à 249 salariés.

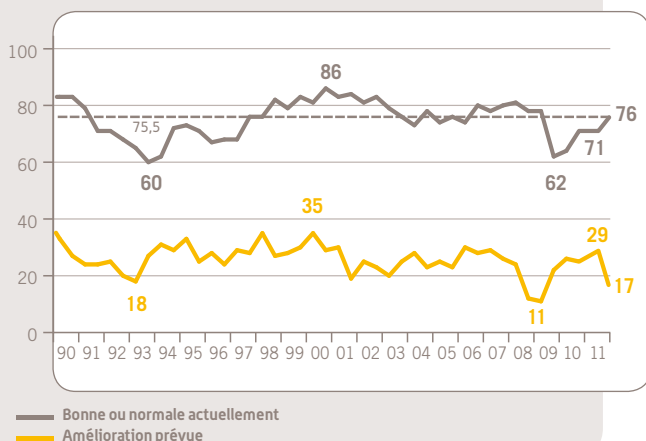
En revanche, ni le secteur d'activité, ni le caractère exportateur ou innovant de l'entreprise ne sont discriminants sur l'accès au crédit de trésorerie.

LA RENTABILITÉ RÉCENTE EST PLUTÔT BIEN JUGÉE

En novembre, 22 % des dirigeants considèrent que la rentabilité de leur entreprise en 2011 aura été "bonne" et 24 % "mauvaise". L'indicateur courant de la rentabilité s'établit ainsi à - 2, tout comme en mai précédent mais en hausse de 5 points par rapport à fin 2010.

RENTABILITÉ DES PME

Opinions des chefs d'entreprise en %



Source : OSEO

LE JUGEMENT VARIE SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

Les résultats de l'exercice 2011 sont attendus plutôt satisfaisants dans le tourisme, avec un indicateur de la rentabilité courante à + 6 (contre + 7 fin 2010) et dans le commerce de gros, à + 6 (*idem*). L'indicateur est proche de l'équilibre et en nette amélioration dans l'industrie (- 1, contre - 9 fin 2010) ainsi que dans les services aux particuliers (+ 2 vs - 3).

Le jugement reste encore assez négatif dans les secteurs suivants :

- Services aux particuliers (- 7 contre - 4 fin 2010)
- Bâtiment (- 10 après - 17)
- Travaux publics (- 10 vs - 29)
- Transports (- 12 après - 19)
- Commerce de détail (- 14 contre - 13)
- Commerce et réparation automobile (- 23 après - 22)

L'OPINION SUR LA RENTABILITÉ EST MEILLEURE CHEZ LES ENTREPRISES EXPORTATRICES

Les entreprises "fortement exportatrices" ont un indicateur de la rentabilité courante à + 11, contre - 4 pour les "non exportatrices". Par ailleurs, l'indicateur est nul chez les entreprises "moyennement exportatrices".

En revanche, l'opinion sur la rentabilité est indépendante de la taille de l'entreprise ou de son caractère innovant.

TRÉSORERIE DES PROCHAINS MOIS : CRAINTE D'UN SENSIBLE RESSERREMENT

En novembre 2011, 23 % des PME craignent une dégradation de leur situation de trésorerie au cours des six prochains mois tandis que 10 % s'attendent à une amélioration. L'indicateur avancé de la trésorerie est ainsi négatif à - 13, contre + 5 en mai précédent.

LES ANTICIPATIONS DE DURCISSEMENT VARIENT SELON LE SECTEUR D'ACTIVITÉ

L'indicateur de la trésorerie future est le moins négatif dans le commerce de gros (- 8) et l'industrie (- 9). Il est un peu plus négatif et proche de la moyenne dans les services aux entreprises (- 12), les transports (- 13), le bâtiment (- 14) et les travaux publics (- 15). Les craintes de tensions sur les trésoreries sont les plus fortes dans les services aux particuliers (- 18), le tourisme (- 21), le commerce de détail (- 22) et le secteur du commerce et de la réparation automobile (- 30).

LES PME EXPORTATRICES ET CELLES QUI INNOVENT SONT UN PEU MOINS PESSIMISTES

L'indicateur prévisionnel de la trésorerie ressort à - 6 chez les entreprises "très exportatrices", contre - 11 chez les "moyennement exportatrices" et - 14 chez les "non exportatrices".

Par ailleurs, les PME innovantes affichent un indicateur avancé de la trésorerie à - 9, contre - 15 pour les "non innovantes".

LES CRAINTES DE TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES SONT D'AUTANT PLUS IMPORTANTES QUE L'ENTREPRISE EST PETITE

L'indicateur avancé s'établit à - 16 dans les TPE, - 14 dans les entreprises de 10 à 19 salariés, - 9 dans celles de 20 à 49 salariés et - 4 dans les entreprises moyennes employant 50 à 249 salariés.

PRÉVISION DE DIMINUTION DES RÉSULTATS EN 2012

17 % seulement des dirigeants anticipent une amélioration de la rentabilité en 2012, contre 21 % une dégradation. L'indicateur prévisionnel de la rentabilité ressort ainsi à - 4, en recul de 19 points par rapport à mai.

UNE MINORITÉ DE SECTEURS ANTICIPENT UN MAINTIEN DE LA RENTABILITÉ

L'indicateur prévisionnel est légèrement positif ou nul dans les seuls trois secteurs d'activité suivants :

- Industrie + 2
- Services aux entreprises 0
- Commerce de gros 0

Les anticipations de légère dégradation de la rentabilité se font jour dans les suivants :

- Services aux particuliers - 3
- Transports - 5
- Tourisme - 9
- Commerce de détail - 9

Cependant, les principales craintes de baisse des résultats en 2012 se retrouvent dans les trois branches suivantes :

- Bâtiment - 14
- Travaux publics - 23
- Commerce et réparation automobile - 25

LES PRÉVISIONS D'ÉVOLUTION DE LA RENTABILITÉ S'AMÉLIORENT AVEC LA TAILLE DE L'ENTREPRISE

L'indicateur prévisionnel de la rentabilité augmente régulièrement, de - 9 dans les TPE jusqu'à + 16 dans les entreprises de 50 à 249 salariés.

LES ENTREPRISES EXPORTATRICES ET/OU INNOVANTES SONT PLUS CONFIANTE

L'indicateur avancé de la rentabilité atteint + 4 chez les PME "moyennement exportatrices" et + 14 chez les "fortement exportatrices", en ligne avec les assez bonnes perspectives de développement de l'activité en 2012. Il est négatif, à - 7, chez les "non exportatrices".

Il en va de même pour les entreprises qui ont innové au cours des trois dernières années, dont l'indicateur prévisionnel atteint + 8, contre - 10 pour les entreprises "non innovantes".

4/ Les investissements et leur financement

Deux fois par an, en mai puis en novembre, les entreprises du panel sont interrogées sur le montant de leurs dépenses d'équipement pour l'année civile en cours (année N). Ces investissements sont détaillés selon leur nature immobilière, mobilière ou incorporelle. Le plan de financement correspondant est également demandé.

Les dirigeants sont ensuite invités à indiquer l'évolution du montant des investissements de l'année N ("en hausse", "stable" ou "en baisse") par rapport à l'année précédente (N - 1), ce qui permet de bâtir un indicateur du volume d'investissement, en solde d'opinion. En outre, dans l'enquête de fin d'année, une première estimation de l'évolution prévue pour l'année suivante (N + 1) est sollicitée, toujours de façon qualitative.

2011 : PROGRESSION DES INVESTISSEMENTS

En novembre, 55 % des dirigeants annoncent des investissements en 2011, contre 51 % en 2010 et 49 % en 2009. Les PME auraient donc été sensiblement plus nombreuses à investir en 2011.

En outre, l'indicateur du volume d'investissement est légèrement positif, à + 1, après - 4 fin 2010 et -21 fin 2009.

L'INVESTISSEMENT PROGRESSE ESSENTIELLEMENT DANS L'INDUSTRIE

Les PME de l'industrie ont été plus nombreuses à investir en 2011 (62 %, contre 55 % en 2010) avec des dépenses en augmentation, l'indicateur du volume d'investissement s'élevant à + 9, contre - 5 en 2010.

L'investissement est également en hausse dans les transports, l'indicateur culminant à + 11 (après - 9), et dans le secteur commerce et réparation automobile (+ 6 après - 10). Il apparaît en développement très modéré dans le commerce de gros (+ 1 après + 3) et les services aux entreprises (+ 3 vs + 2).

Dans les autres branches d'activité, les dépenses d'investissement sont encore annoncées en recul plus ou moins prononcé. Il s'agit des travaux publics (indicateur à - 5 après - 14), des services aux particuliers (- 5 contre - 3), du tourisme (- 6 vs - 2), du bâtiment (- 11 comme en 2010) et du commerce de détail (- 14, *idem*).

INVESTISSEMENT EN 2011

PROPORTION D'ENTREPRISES AYANT INVESTI DANS L'ANNÉE (RAPPEL NOVEMBRE 2010)

Industrie	62 % (55 %)	↗
Bâtiment	51 % (44 %)	↗
Travaux publics	69 % (71 %)	↘
Commerce/réparation automobile	58 % (43 %)	↗
Commerce de gros	51 % (44 %)	↗
Commerce de détail	41 % (41 %)	→
Transports	62 % (59 %)	↗
Tourisme	65 % (58 %)	↗
Services aux entreprises	53 % (51 %)	↗
Services aux particuliers	49 % (48 %)	→

Ensemble

55 % (51 %) ↗

INDICATEUR DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2010)

Industrie	+ 9 (- 5)	↗
Bâtiment	- 11 (- 11)	→
Travaux publics	- 5 (- 14)	↗
Commerce/réparation automobile	+ 6 (- 10)	↗
Commerce de gros	+ 1 (+ 3)	↘
Commerce de détail	- 14 (- 14)	→
Transports	+ 11 (- 9)	↗
Tourisme	- 6 (- 2)	↘
Services aux entreprises	+ 3 (+ 2)	→
Services aux particuliers	- 5 (- 3)	↘

Ensemble

+ 1 (- 4) ↗

Source : OSEO

Lecture : En novembre 2011, 62 % des PME de l'industrie déclarent des investissements en 2011, contre 55 % en novembre 2010 pour l'année 2010. Toujours dans l'industrie, 33 % des entreprises annoncent des investissements en hausse par rapport à 2010, contre 24 % en baisse, ce qui donne un indicateur courant du volume d'investissement de + 9, à comparer à - 5 en 2010. Les flèches donnent le sens de la variation, d'une année sur l'autre, de la fréquence d'investissement et de l'indicateur du volume d'investissement.

LES MOYENNES ENTREPRISES ONT DE NOUVEAU RENFORCÉ LEURS INVESTISSEMENTS

L'indicateur courant du volume d'investissement des TPE est encore légèrement négatif à - 5 (après - 9 en 2010). Il s'est stabilisé dans les entreprises de 10 à 19 salariés (0 contre + 2). Il est par contre devenu très positif dans les entreprises de taille supérieure, passant en un an de - 5 à + 9 dans celles de 20 à 49 salariés et de + 8 à + 10 dans les entreprises employant 50 à 249 salariés.

LES PME EXPORTATRICES DÉVELOPPENT LEURS INVESTISSEMENTS

Les deux tiers des entreprises exportatrices ont fait au moins un investissement en 2011, au lieu de la moitié seulement chez

les "non exportatrices". L'investissement a progressé chez les premières, avec un indicateur courant à + 12, tandis qu'il a stagné chez les secondes (- 2).

LES ENTREPRISES INNOVANTES INVESTISSENT PLUS QUE LES AUTRES

63 % des PME innovantes déclarent des investissements en 2011, contre 50 % parmi les non innovantes. L'indicateur du volume d'investissement des premières est positif à + 10, alors qu'il est encore légèrement négatif à - 4 pour les secondes.

2012 : LES INVESTISSEMENTS POURRAIENT MARQUER LE PAS

52 % des PME prévoient d'investir en 2012, contre 51 % fin 2010 pour 2011. La fréquence est en hausse significative dans l'industrie mais en recul ou au mieux stable dans tous les autres secteurs d'activité.

Quant à l'indicateur avancé du volume d'investissement pour l'ensemble des PME, il perd 6 points en un an à + 14, soit son niveau le plus faible depuis fin 2008 (+ 10). Ceci indique que les investissements pourraient être réduits, par abandon ou report de certains projets.

Les PME se montrent donc particulièrement attentistes pour 2012 en matière d'investissement.

L'INSUFFISANCE DE LA DEMANDE PÈSE UN PEU PLUS SUR LA DÉCISION D'INVESTISSEMENT

Six facteurs communément considérés comme des obstacles possibles à l'investissement sont régulièrement soumis à l'appréciation des dirigeants de PME.

L'insuffisance de la demande est toujours de loin le premier des freins, avec 63 % de citations, en hausse de 6 points par rapport à mai 2011. L'insuffisance de la rentabilité vient au deuxième rang, mentionnée par 48 % des dirigeants.

L'intensité de la concurrence et le manque de fonds propres arrivent en troisième position, avec 41 % de citations. L'endettement de l'entreprise (24 %) et le coût du crédit (30 %) apparaissent comme des freins à l'investissement plus secondaires, même si ce dernier frein est plus fortement ressenti depuis six mois.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT POUR 2012

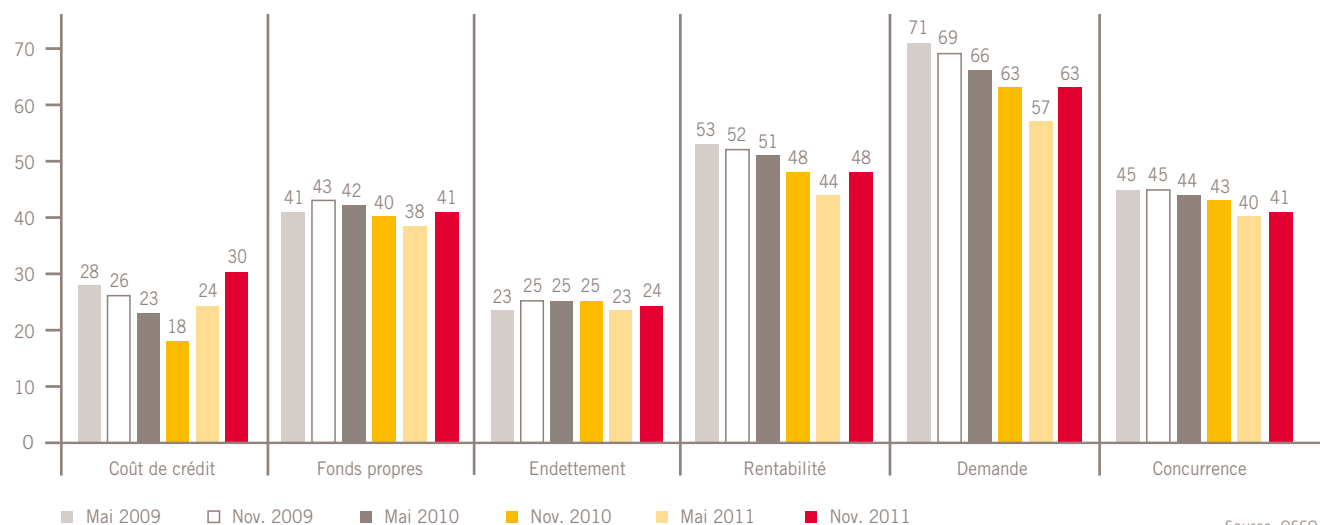
PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR (RAPPEL NOVEMBRE 2010)

Industrie	66 % (59 %) ↗
Construction	43 % (45 %) ↘
Commerce	41 % (42 %) →
Transports	49 % (57 %) ↘
Tourisme	54 % (59 %) ↘
Services	47 % (52 %) ↘
Ensemble	52 % (51 %) →

INDICATEUR AVANCÉ DU VOLUME D'INVESTISSEMENT (RAPPEL NOVEMBRE 2010)

Industrie	+ 16 (+ 26) ↘
Construction	+ 9 (+ 12) ↘
Commerce	+ 16 (+ 19) ↘
Transports	+ 8 (+ 11) ↘
Tourisme	+ 13 (+ 20) ↘
Services	+ 14 (+ 21) ↘
Ensemble	+ 14 (+ 20) ↘

Source : OSEO

OBSTACLES À L'INVESTISSEMENT en %


Source: OSEO

UN ACCÈS AU CRÉDIT À L'INVESTISSEMENT LE PLUS SOUVENT AISÉ

À la question "Avez-vous rencontré des difficultés auprès des établissements financiers pour financer vos investissements au cours des 12 derniers mois ?"⁽⁴⁾ 10 % répondent par l'affirmative, contre 11 % en mai précédent. Il n'y a pas de différence significative selon le secteur d'activité ou la taille de l'entreprise, ni non plus en fonction du comportement en matière d'innovation ou des performances à l'exportation.

À ces 10 % d'entreprises déclarant avoir eu des difficultés pour accéder aux concours à l'investissement, il était demandé de cocher les causes de celles-ci parmi la liste suivante (possibilité de réponses multiples) :

- 64 % Fragilité financière de l'entreprise
- 29 % Secteur d'activité considéré comme trop risqué
- 24 % Secteur d'activité méconnu des banques
- 17 % Nature essentiellement immatérielle des projets

La fragilité financière de l'entreprise apparaît comme la principale cause de refus, total ou partiel, des concours sollicités.

UN FORT RECOURS AU CRÉDIT POUR LE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS

Dans un contexte de légère augmentation de leurs investissements en 2011, les PME ont eu un peu plus recours aux établissements financiers. La part de l'autofinancement⁽⁵⁾ dans les plans de financement a reculé de 1 point en moyenne, à 44 %. *A contrario*, le poids relatif du crédit bancaire a crû de 2 points, à 38 % en moyenne, du fait de la progression des crédits à long terme, en hausse de 2 points, à 6 %.

Ceci est la conséquence de la hausse de 2 points, à 36 %, du volume des investissements immobiliers dans le total des investissements. En effet, les crédits bancaires à plus de 7 ans sont utilisés pour le financement de programmes immobiliers importants, tels les constructions neuves, les acquisitions de locaux et les restructurations majeures de bâtiments existants.

(4) Question introduite dans la 52^e enquête datée de janvier 2011.

(5) Autofinancement des investissements = financement sur ressources propres de l'entreprise + (apports des associés ou de la société mère) + (aides, subventions et indemnités d'assurance).

INVESTISSEMENTS DE 2011 ET MODES DE FINANCEMENT (base : 2 059 PME ayant déclaré des investissements)

Répartition des investissements par nature	(rappel nov. 2010)	Plan de financement moyen	(rappel nov. 2010)
IMMOBILIERS (terrains, constructions, locaux existants, aménagements)	36 % [34 %]	AUTOFINANCEMENT (y compris apports en fonds propres et subventions)	44 % [45 %]
MOBILIERS (matériels, véhicules, équipements divers...)	56 % [55 %]	CRÉDIT BANCAIRE moyen terme (2 à 7 ans) long terme (8 ans et plus)	38 % [36 %] 32 % [32 %] 6 % [4 %]
INCORPORELS (fonds de commerce, brevets, licences, logiciels)	8 % [11 %]	CRÉDIT-BAIL MOBILIER ET LOCATION FINANCIÈRE	17 % [18 %]
		CRÉDIT-BAIL IMMOBILIER	1 % [1 %]
Montant global investi	100 % [100 %]	Total	100 % [100 %]

Source: OSEO

5/ Les secteurs d'activité

INDUSTRIE

ACTIVITÉ ET INVESTISSEMENT EN HAUSSE EN 2011 MAIS NET RALENTISSEMENT ATTENDU EN 2012

VIGOUREUX RATTRAPAGE DANS LES BIENS INTERMÉDIAIRES ET LES BIENS D'ÉQUIPEMENT MAIS LA DÉCÉLÉRATION A DÉMARRÉ

L'activité des PMI a poursuivi au second semestre le redressement engagé début 2010.

Agroalimentaire : le chiffre d'affaires est estimé en hausse de + 4,8 % en moyenne sur l'année, contre + 3,4 % en 2010. Les carnets de commandes ont continué de se dégarnir un peu plus depuis le mois de mai, avec un indicateur courant⁽⁶⁾ à - 3 en hausse de 5 points. La demande devrait rester ferme à court terme, avec un indicateur d'évolution des commandes à six mois à + 12. Les prévisions d'activité en 2012 sont optimistes, l'indicateur avancé culminant à + 33.

Biens intermédiaires : la croissance annoncée du CA en 2011 ressort à + 9,0 % en moyenne, après + 7,2 % en 2010. Toutefois, les carnets de commandes se sont récemment dégonflés, avec un indicateur à - 4, au lieu de + 12 en mai. La baisse de la demande devrait se poursuivre, l'indicateur avancé ayant chuté de 37 points en six mois, à - 20. En conséquence, les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 sont médiocres, avec un indicateur prévisionnel à + 8, contre + 44 fin 2010.

Biens d'équipement : la progression annuelle du CA est évaluée à + 8,2 % en moyenne, soit près du double de l'année précédente (+ 4,6 %). La demande s'est bien maintenue jusqu'à la fin de l'année, l'indicateur des carnets de commandes récents demeurant positif à + 4. Cependant, l'indicateur prévisionnel des commandes est négatif pour la première fois depuis la mi-2009, à - 13. C'est pourquoi la progression de l'activité devrait nettement ralentir en 2012, avec un indicateur avancé de l'activité en recul de 24 points en douze mois, à + 13.

Biens de consommation : la hausse de l'activité a été réduite de moitié en 2011, à + 2,9 %. L'indicateur des commandes en portefeuille a perdu 10 points par rapport à mai, à - 17, et les perspectives d'évolution de la demande sont très mitigées, avec un indicateur avancé des commandes à - 6. Les anticipations d'évolution de l'activité en 2012 restent toutefois positives, l'indicateur prévisionnel de l'activité ressortant à + 13.

LES PMI TRÈS EXPORTATRICES⁽⁷⁾ RÉSISTENT MIEUX AU FLÉCHISSEMENT DE LA DEMANDE

Les PMI qui réalisent plus du quart de leur activité à l'exportation déclarent une progression de leur CA de + 11,6 % en moyenne en 2011, soit un peu plus que les "moyennement exportatrices" (+ 8,0 %) et près du double des "non exportatrices" (+ 6,2 %). Surtout, elles s'attendent à une quasi-stabilité des commandes dans les mois à venir, avec un indicateur avancé à - 1, contrairement aux autres qui anticipent une sensible diminution de la demande à court terme. En conséquence, les PMI "très exportatrices" demeurent nettement plus optimistes sur l'évolution de leur activité en 2012, avec un indicateur prévisionnel de l'activité largement positif à + 27.

INDICATEURS PRÉVISIONNELS DES PMI

Solde des pourcentages d'opinions
"en hausse" moins "en baisse"

(Part des PMI concernées)	CARNETS DE COMMANDES DES 6 PROCHAINS MOIS		ACTIVITÉ EN 2012	
	TOTAL	TOTAL	TOTAL	TOTAL
"fortement exportatrices" (16 %)	- 1	+ 27	+ 11	
"moyennement exportatrices" (20 %)	- 18	+ 13		+ 11
"non exportatrices" (64 %)	- 13	+ 6		
"innovantes" (51 %)	- 8	+ 20	+ 11	
"non innovantes" (49 %)	- 17	+ 1		

MÊME CONSTAT POUR LES PMI INNOVANTES⁽⁸⁾

La moitié des PMI sont "innovantes" et font état d'une progression de + 9,1 % de leur CA en 2011, contre + 5,8 % pour les "non innovantes". L'indicateur avancé de leurs carnets de commandes ressort respectivement à - 8 et - 17. Les "innovantes" restent assez optimistes sur le maintien d'une certaine croissance de leur activité en 2012, avec un indicateur avancé à + 20, tandis que les secondes s'attendent à une stagnation, leur indicateur prévisionnel d'activité s'établissant à + 1 seulement.

[6] Indicateur courant des carnets de commandes : c'est la différence entre les pourcentages des opinions "bien garni" et "faible".

[7] Cf. définition en annexe p. 22.

[8] Cf. définition en annexe p. 22.

LES PMI ONT SENSIBLEMENT ACCRU LEURS INVESTISSEMENTS EN 2011 MAIS LE RALENTISSEMENT EST AMORCÉ

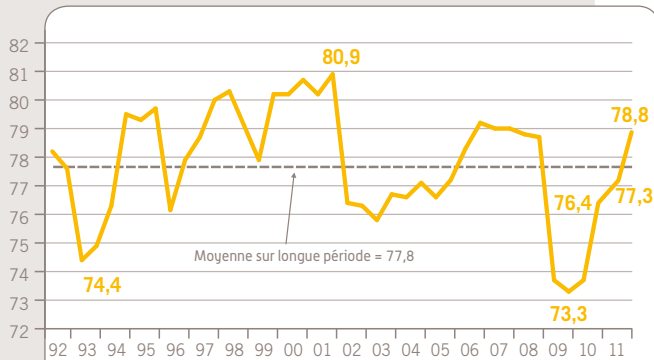
L'indicateur courant du volume d'investissement a progressé de 14 points en 2011, à + 9 en fin d'année.

Cet indicateur est significativement plus élevé dans les PMI des biens intermédiaires (+ 20) et inférieur dans celles de l'agroalimentaire (- 24).

Ce récent rebond de l'investissement est conforme à la poursuite de la remontée du taux d'utilisation des capacités de production : à 78,8 % en novembre, il se situe nettement au-dessus de la moyenne de long terme.

TAUX MOYEN D'UTILISATION DES CAPACITÉS INDUSTRIELLES

En % des capacités totales disponibles



Source : OSEO

Les entreprises exportatrices et innovantes ont plus investi en 2011 que les autres, tant en fréquence qu'en volume. Il en va de même pour leurs intentions d'investissement en 2012 : les deux tiers d'entre elles prévoient d'investir contre moins de la moitié chez les "non exportatrices" et chez les "non innovantes".

Cependant, la proportion de PMI envisageant d'investir en 2012 est globalement plus faible que celle observée fin 2010 pour 2011. De même, l'indicateur prévisionnel du volume d'investissement est en net retrait sur un an, ceci dans tous les secteurs d'activité excepté celui de l'agroalimentaire.

PRÉVISIONS D'INVESTISSEMENT DES PMI POUR 2012

	PROPORTION D'ENTREPRISES PRÉVOYANT D'INVESTIR [RAPPEL NOV. 2010]	INDICATEUR AVANCÉ DE L'INVESTISSEMENT [RAPPEL NOV. 2010]
Agroalimentaire	56 % (60 %) ↘	+ 22 (+ 16) ↗
Biens intermédiaires	58 % (63 %) ↘	+ 14 (+ 30) ↘
Biens d'équipement	57 % (54 %) ↗	+ 20 (+ 24) ↘
Biens de consommation	45 % (55 %) ↘	+ 11 (+ 20) ↘
Ensemble industrie	56 % (59%) ↘	+ 16 (+ 26) ↘

Source : OSEO

Lecture : 56 % des PMI prévoient en novembre 2011 de faire des investissements en 2012. En termes de volume d'investissement, 28 % pensent investir plus qu'en 2011 et 12 % moins, ce qui donne un indicateur avancé en solde d'opinion de + 16, inférieur de 10 points à celui de novembre 2010 (+ 26).

L'AUGMENTATION DES EFFECTIFS DEVRAIT SE POURSUIVRE EN 2012 MAIS À UN RYTHME MOINS RAPIDE

Fin 2011, l'indicateur courant d'emploi des PMI culmine à + 19 ; c'est un record sectoriel ! Les effectifs sont annoncés en hausse dans toutes les branches, un peu plus dans l'agroalimentaire (indicateur courant à + 24), les biens intermédiaires (+ 23) et les biens d'équipement (+ 17) que dans les biens de consommation (+ 10).

Les augmentations d'effectifs ont été plus importantes chez les PMI exportatrices (indicateur courant à + 27) que chez celles qui n'exportent pas (+ 16). De même, les créations de postes en 2011 ont été plus nombreuses chez les PMI innovantes (indicateur à + 23) que chez les non innovantes (+ 16).

Les anticipations d'évolution des effectifs en 2012 sont toujours positives mais en nette décélération, avec un indicateur avancé à + 12, contre + 22 fin 2010. Il n'y a pas de véritable différence selon la branche d'activité. En revanche, les prévisions d'embauche sont supérieures chez les PMI exportatrices (indicateur avancé à + 17) et chez celles qui innovent (+ 15).

CONSTRUCTION

DES PERSPECTIVES MAUSSADES POUR 2012

CROISSANCE MODÉRÉE DE L'ACTIVITÉ EN 2011 MAIS RALENTISSEMENT ATTENDU À COURT TERME

Dans le **bâtiment**, la progression du CA est estimée à + 3,0 % en moyenne, après + 1,0 % en 2010. Les carnets de commandes sont restés assez stables tout au long de l'année écoulée, avec un indicateur courant à - 6 en novembre, contre - 4 fin 2010. Cependant, les chantiers à venir sont prévus en net recul, l'indicateur prévisionnel chutant de 35 points en six mois, à - 23. En fin de compte, les PME du bâtiment anticipent un sensible recul de leur activité en 2012, l'indicateur prévisionnel de l'activité s'affichant à - 14, au lieu de - 7 fin 2010.

La situation est très comparable dans les **travaux publics**. Le chiffre d'affaires de 2011 est évalué en hausse de + 2,7 % en moyenne, contre - 2,0 % en 2010. Les carnets de commandes se sont bien étoffés en 2011, l'indicateur courant ayant gagné 22 points en douze mois, à - 10. Les marchés pourraient être moins nombreux en 2012, l'indicateur prévisionnel de la demande ressortant à - 22, après + 2 en mai et - 22 fin 2010. En conséquence, l'indicateur avancé de l'activité fin 2011 est négatif, à - 16, à comparer à - 19 fin 2010.

LES EFFECTIFS ONT PEU ÉVOLUÉ EN 2011 ET DEVRAIENT RESTER STABLES EN 2012

L'an dernier, selon les déclarations des dirigeants, les PME du bâtiment ont un peu accru le niveau de leur main-d'œuvre, l'indicateur courant de l'emploi terminant l'année à + 7. En revanche, aucune hausse n'est prévue en 2012, d'après l'indicateur avancé qui est nul.

De même, l'emploi a été pratiquement stable en 2011 dans la branche des TP, avec un indicateur courant à - 3, et un simple maintien des effectifs est annoncé pour 2012.

EN 2011, LA SITUATION FINANCIÈRE S'EST UN PEU AMÉLIORÉE MAIS UNE DÉGRADATION EST ANTICIPÉE À COURT TERME

L'état de la trésorerie est demeuré assez tendu dans le bâtiment au cours des six derniers mois : 40 % des entreprises font part de difficultés en novembre, contre 39 % en mai précédent. Les anticipations d'évolution à court terme sont négatives, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 14, à comparer à + 3 en mai et - 5 fin 2010.

Dans les travaux publics, la situation de la trésorerie récente est considérée difficile par 38 % des entreprises, en hausse de 3 points par rapport à mai 2011, mais en diminution de 6 points sur un an. Les PME de la branche s'attendent à une augmentation des tensions dans les mois à venir, l'indicateur avancé de la trésorerie étant négatif à - 15.

La rentabilité récente est nettement mieux jugée que fin 2010, l'indicateur en solde d'opinion progressant de 7 points dans le bâtiment, à - 10, et de 19 points dans les travaux publics, à - 10 également. En revanche, du fait des craintes de net ralentissement de l'activité en 2012, les anticipations des résultats du prochain exercice sont assez sombres, l'indicateur de la rentabilité future ressortant à - 14 dans le bâtiment [+ 8 fin 2010 pour 2011] et à - 23 dans les travaux publics [au lieu de - 6 fin 2010].

COMMERCE

L'ACTIVITÉ DÉCÉLÈRE DANS LE COMMERCE DE GROS, STAGNE DANS CELUI DE DÉTAIL ET S'EFFRITE DANS LE COMMERCE AUTOMOBILE

COMMERCE DE GROS : LE RÉCENT RALENTISSEMENT DES AFFAIRES FAIT CRAINDRE DES TENSIONS SUR LES TRÉSORERIES

Les PME du secteur estiment la croissance de leur chiffre d'affaires à + 5,8 % en moyenne en 2011, pratiquement comme en 2010 (+ 5,6 %). Cependant, l'activité esquisse une décélération, le carnet de commandes actuel étant jugé faible, avec un indicateur courant à - 11, contre + 4 en mai. Surtout, la demande est attendue en baisse, l'indicateur prévisionnel d'évolution des carnets de commandes perdant 27 points en six mois, à - 8. C'est la première fois qu'il est négatif depuis la mi-2009. En toute logique, l'indicateur avancé de l'activité fin 2011 est assez faible, à + 13, à comparer à + 35 fin 2010.

Les effectifs ont sensiblement progressé tout au long de l'année écoulée, mais un peu moins vivement au second semestre qu'au premier, l'indicateur courant de l'emploi étant revenu de + 20 en mai 2011 à + 14 en novembre. Les intentions d'embauche en 2012 sont modérées, avec un indicateur avancé de l'emploi à + 11.

En novembre, 31 % des PME de la branche mentionnent des tensions sur leur trésorerie au cours des six derniers mois, soit 9 points de plus qu'en mai. De plus, les entreprises anticipent un nouveau durcissement à court terme, l'indicateur prévisionnel de la trésorerie étant négatif à - 8, contre + 7 en mai précédent.

Les résultats de l'exercice 2011 sont jugés corrects, avec un indicateur de la rentabilité courante à + 6 en novembre, tout comme fin 2010. Un simple maintien est attendu en 2012, l'indicateur prévisionnel de la rentabilité étant nul.

COMMERCE DE DÉTAIL : LA STAGNATION DES VENTES REND LA SITUATION FINANCIÈRE DIFFICILE

La croissance du CA 2011 est évaluée à + 1,3 % en moyenne, ce qui est inférieur à l'évolution de l'indice des prix à la consommation. Les anticipations pour 2012 sont maussades, l'indicateur avancé de l'activité étant légèrement négatif, à - 3, au lieu de + 5 pour l'ensemble des PME.

Les effectifs ont été quasi stables en 2011, l'indicateur courant de l'emploi ressortant à - 3, après - 4 fin 2010. Cependant, ils pourraient être significativement réduits en 2012, l'indicateur avancé de l'emploi étant en baisse à - 7, contre - 2 fin 2010.

Les tensions sur les trésoreries qui s'étaient nettement atténuées de la mi-2010 à la mi-2011 sont à nouveau en vive progression, citées par 43 % des entreprises (+ 7 points). La situation de trésorerie devrait se durcir un peu plus dans les tout prochains mois au vu de l'indicateur prévisionnel, tombé à - 22 en novembre contre - 7 en mai précédent.

La rentabilité actuelle est de nouveau considérée très médiocre, avec un indicateur courant à - 14, au lieu de - 2 en moyenne, tous secteurs d'activité confondus. Les résultats sont attendus en légère diminution en 2011, l'indicateur avancé ressortant à - 9, contre - 7 fin 2010.

COMMERCE ET RÉPARATION AUTOMOBILE : DE FORTES INQUIÉTUDES SUR L'ÉVOLUTION DE L'ACTIVITÉ EN 2012 ET LA FRAGILISATION DE LA SANTÉ FINANCIÈRE

Le chiffre d'affaires a en moyenne reculé de - 1,0 % en 2011, après la progression de + 3,5 % enregistrée l'année précédente. Les prévisions de commandes nouvelles sont faibles, avec un indicateur prévisionnel à - 32, après - 10 en mai et + 5 fin 2010. Dans ce contexte, un fort ralentissement de l'activité est prévu en 2012, l'indicateur avancé de l'activité s'établissant à - 26, soit le plus faible niveau de toutes les branches d'activité.

Les PME du commerce et de la réparation automobile ont stabilisé leurs effectifs en 2011 (indicateur courant à + 3), après les avoir fortement comprimés au cours des deux années précédentes. Quelques suppressions de postes pourraient cependant avoir lieu en 2012, l'indicateur prévisionnel d'emploi étant légèrement négatif à - 3.

Les difficultés de trésorerie se sont accrues au second semestre, mentionnées par 37 % des entreprises contre 30 % au semestre précédent. De plus, un net durcissement est attendu à court terme, l'indicateur avancé de la trésorerie plongeant en six mois de 27 points à - 30.

Conséquence du ralentissement de l'activité, la rentabilité de l'entreprise est toujours jugée aussi insuffisante, l'indicateur courant s'établissant à - 23, contre - 22 fin 2010. Les résultats de 2012 sont anticipés en sensible recul selon l'indicateur avancé de la rentabilité, qui est à - 25.

TRANSPORTS

UNE ANNÉE 2011 ASSEZ SATISFAISANTE

ACTIVITÉ ET EMPLOI ONT BIEN PROGRESSÉ EN 2011

La bonne tenue des affaires dans l'industrie et le commerce de gros jusqu'à la fin de 2011 a favorisé l'activité des PME des transports, dont le CA est estimé en hausse de + 6,3 % en moyenne, soit le double de l'année précédente. Les anticipations pour 2012 sont plutôt optimistes, l'indicateur prévisionnel qui culmine à + 16 est le meilleur de tous les secteurs d'activité.

Dans ce contexte encore porteur, les entreprises des transports ont augmenté leurs effectifs en 2011, l'indicateur courant de l'emploi étant largement positif à + 12. Les embauches devraient se poursuivre en 2012, à un rythme cependant plus modéré, avec un indicateur prévisionnel qui s'établit à + 6.

LA SITUATION FINANCIÈRE S'EST QUELQUE PEU AMÉLIORÉE

Les trésoreries sont restées assez tendues au second semestre, avec 38 % de citations, mais un peu moins qu'au premier semestre où 42 % des entreprises mentionnaient des difficultés de trésorerie. Un nouveau durcissement est toutefois pressenti pour les premiers mois de 2012, avec un indicateur prévisionnel de la trésorerie à - 13 en novembre, contre + 6 en mai.

La rentabilité est un peu mieux jugée que précédemment, l'indicateur courant étant remonté de - 19 à - 12 en un an. En revanche, une certaine crainte se fait jour pour les résultats de 2012, l'indicateur prévisionnel étant légèrement négatif, à - 5.

LES INVESTISSEMENTS SONT EN HAUSSE MAIS DEVRAIENT BIENTÔT RALENTIR

Pour faire face au développement de leur activité, les PME des transports ont accru leurs investissements en 2011, avec un indicateur courant du volume d'investissement à + 11, le meilleur de toutes les branches d'activité après celui des entreprises productrices de biens intermédiaires. Cependant, le rythme des investissements pourrait ralentir en 2012, l'indicateur avancé à + 8 étant inférieur de 3 points à celui de fin 2010 et de 6 points à l'indicateur avancé de l'ensemble des PME pour l'année qui démarre (+ 14).

TOURISME

UN GRAND ATTENTISME POUR 2012

L'ACTIVITÉ A PIÉTINÉ EN 2011

L'activité s'est maintenue à son niveau de 2010, avec une augmentation du chiffre d'affaires estimée à + 2,1 % en moyenne, très voisine du taux de l'inflation. Les prévisions d'évolution de l'activité en 2012 sont très mitigées, avec un indicateur avancé à + 2 seulement, contre + 5 tous secteurs confondus.

LA CROISSANCE DES EFFECTIFS S'EST ESSOUFLÉE

Les créations de postes ont ralenti en 2011, avec un indicateur courant de l'emploi à + 3, contre + 11 fin 2010. Les effectifs pourraient être légèrement comprimés en 2012, l'indicateur avancé étant négatif pour la première fois depuis 2008, à - 4.

UNE SITUATION FINANCIÈRE ENCORE RELATIVEMENT FAVORABLE

Les problèmes de trésorerie sont nettement moins fréquents que dans les autres secteurs d'activité : 21 % seulement des entreprises mentionnent des difficultés au second semestre, contre une moyenne de 32 % pour l'ensemble des PME. Toutefois, la situation pourrait se détériorer rapidement, l'indicateur avancé de la trésorerie étant très négatif à - 21, contre - 13 fin 2010.

La rentabilité actuelle est jugée assez satisfaisante, l'indicateur courant à + 7 restant le meilleur parmi tous les secteurs d'activité, avec 8 points au-dessus de la moyenne. En revanche, les dirigeants de l'hôtellerie-restauration craignent une réelle dégradation en 2012, l'indicateur prévisionnel étant franchement négatif, à - 9.

DES INVESTISSEMENTS EN VOIE DE RALENTISSEMENT

Les PME du tourisme ont été plus nombreuses à investir en 2011, soit 65 % contre 58 % l'année précédente. En revanche, le volume des dépenses est annoncé légèrement inférieur en moyenne, l'indicateur courant d'investissement étant négatif à - 6. Par ailleurs, 54 % seulement des entreprises du secteur envisagent d'investir en 2012. En novembre, l'indicateur avancé de l'investissement ressort à + 13, en recul de 7 points par rapport à fin 2010.

SERVICES

SEULES LES ENTREPRISES INNOVANTES SONT CONFIANTES POUR 2012

SERVICES AUX ENTREPRISES : ACTIVITÉ ET EMPLOI VONT CONTINUER À CROÎTRE EN 2012 CHEZ LES "INNOVANTES"

Les PME des services aux entreprises⁽⁹⁾ dans leur ensemble estiment à + 4,8 % en moyenne la progression de leur CA en 2011, après + 3,6 % en 2010. La croissance est trois fois supérieure chez les entreprises "innovantes"⁽¹⁰⁾ (+ 7,8 %) à celle des "non innovantes" (+ 2,7 %). Les premières anticipent une poursuite soutenue du développement des affaires en 2012, avec un indicateur avancé de l'activité à + 32, tandis que les secondes prévoient un léger recul, avec un indicateur prévisionnel négatif à - 3.

Les entreprises innovantes du secteur ont accentué le rythme des embauches en 2011, leur indicateur courant de l'emploi culminant à + 28, contre + 11 pour les entreprises "non innovantes". De même, les intentions d'embauche en 2012 sont nettement supérieures chez les "innovantes" (indicateur avancé à + 31) que chez celles qui n'ont pas innové au cours des trois dernières années (+ 6).

Des difficultés de trésorerie au cours des six derniers mois sont signalées par 30 % des PME des services aux entreprises, qu'elles soient innovantes ou non. Les deux catégories d'entreprises s'attendent à un net durcissement de la situation de trésorerie début 2012, un peu plus marqué chez les "non innovantes", avec un indicateur avancé de la trésorerie à - 14, que chez les "innovantes", où l'indicateur prévisionnel ressort à - 9.

Le jugement sur les performances financières actuelles de l'entreprise est un peu meilleur chez les "non innovantes", avec un indicateur à + 4, que chez celles classées "innovantes", dont l'indicateur est nul. En revanche, ces dernières sont nettement plus optimistes sur l'évolution de leurs résultats en 2012 (indicateur prévisionnel à + 10) que les premières (indicateur avancé de la rentabilité à - 7).

LES SERVICES AUX PARTICULIERS⁽¹¹⁾ PÂTISSENT DU RALENTISSEMENT ÉCONOMIQUE

L'activité est en cours de décélération, la croissance moyenne du CA étant revenue de + 3,8 % en 2010 à + 2,3 % en 2011, c'est-à-dire tout juste au niveau de l'inflation. De plus, les anticipations pour 2012 sont très modérées, avec un indicateur avancé de l'activité à + 10, au lieu de + 19 fin 2010 pour 2011.

Conséquence de l'atonie de l'activité, les recrutements ont ralenti : l'indicateur courant de l'emploi a perdu 7 points en un an, à + 5, soit bien en dessous de la moyenne des PME (+ 13). En 2012, les créations de postes devraient se maintenir à ce faible rythme, l'indicateur avancé d'emploi s'établissant à + 6, contre + 10 fin 2010.

Les tensions sur les trésoreries sont proches de la moyenne, avec 35 % de citations en novembre, tout comme en mai. Cependant, un net durcissement à court terme est anticipé, l'indicateur prévisionnel d'évolution de la trésorerie ayant perdu 16 points en six mois, à - 18.

La rentabilité actuelle est jugée plutôt insuffisante et en léger recul, l'indicateur courant ayant diminué de 3 points en douze mois, à - 7, *versus* - 2 pour l'ensemble de PME. Les résultats de l'exercice 2012 sont quant à eux attendus également en faible diminution, avec un indicateur avancé de la rentabilité à - 3, à comparer à - 4 tous secteurs d'activité confondus.

[9] Principaux services aux entreprises : Location sans opérateur, services informatiques, recherche et développement, services rendus principalement aux entreprises (activités juridiques, comptables et de conseil de gestion, activités d'architecture et d'ingénierie, publicité, activités de nettoyage...).

[10] 41 % des entreprises des services aux entreprises figurant dans l'échantillon sont classées "innovantes" et 59% "non innovantes". Cf. qualification des entreprises innovantes dans la méthodologie p. 22.

[11] Principaux services aux particuliers : santé, enseignement, activités récréatives, artistiques et sportives, et services personnels (coiffure, blanchisserie...).

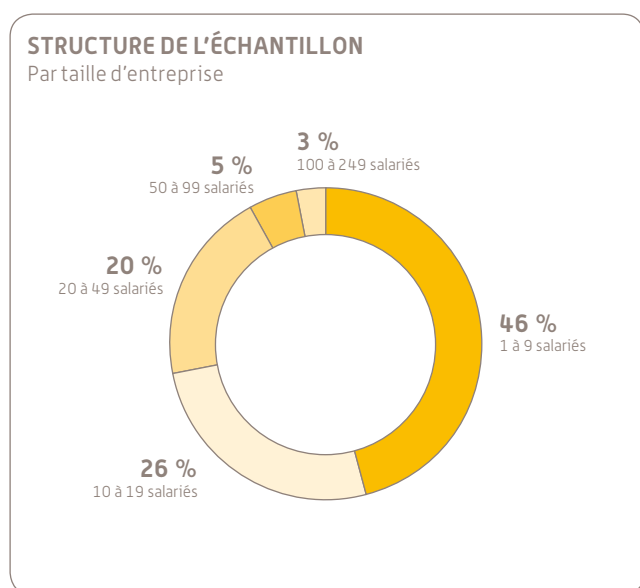
6/Méthodologie

L'enquête semestrielle d'OSEO a été initiée en 1985, le sondage étant effectué chaque année en mai et novembre.

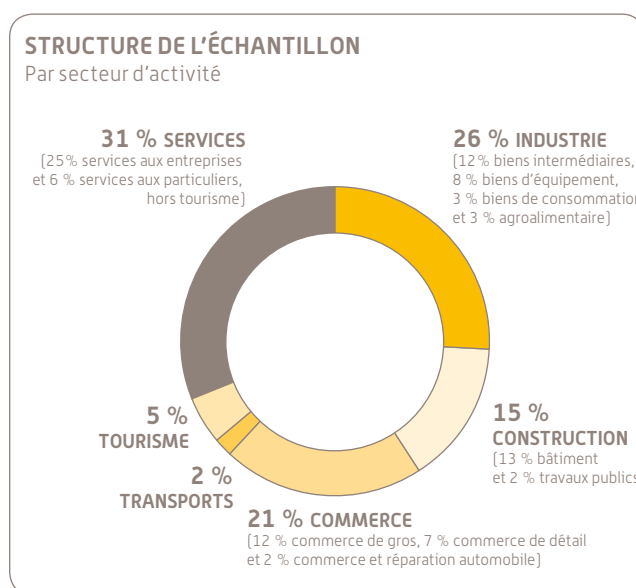
Pour cette 54^e édition, 28 000 entreprises de 1 à 249 salariés ont été interrogées à l'aide d'un questionnaire adressé par voie soit postale, soit électronique.

L'analyse porte sur les 3 778 premières réponses jugées complètes et fiables, après relecture et contrôles systématiques, reçues entre le 3 et le 25 novembre 2011.

L'échantillon est largement dispersé en termes de taille d'entreprise, de secteur d'activité et de localisation géographique. Ceci assure une très bonne représentativité de la population de référence, constituée par les quelque 1,2 million d'entreprises employant de 1 à 249 salariés et appartenant à tous les secteurs d'activité, excepté l'agriculture (champ ICS de l'Insee).



Source : OSEO



Source : OSEO

INDICATEUR OU SOLDE D'OPINION

Les indicateurs calculés en solde d'opinion sont d'usage classique dans les enquêtes de conjoncture pour suivre dans le temps l'évolution de l'appréciation des principaux paramètres socio-économiques (activité, emploi, exportations, investissements...) et financiers (trésorerie, accès au crédit, rentabilité...).

Ils correspondent à des soldes de pourcentages d'opinions opposées :

- Indicateur en évolution = $[(x \% \text{ "en hausse"}) - (y \% \text{ "en baisse"})] \times 100$
- Indicateur en niveau = $[(x \% \text{ "bon/aisé"}) - (y \% \text{ "mauvais/difficile"})] \times 100$

QUALIFICATION ENTREPRISES INNOVANTES

Une entreprise est qualifiée "innovante" si elle a réalisé au moins une des 5 mesures suivantes au cours des 3 dernières années :

- financé des frais de recherche et développement (interne ou externe) ou recruté du personnel de R&D ;
- acquis une licence d'exploitation d'un procédé ou d'une technologie ;
- déposé un brevet, une marque, un dessin ou un modèle ;
- développé pour le compte de tiers un produit ou procédé (prestation) nouveau ou significativement amélioré ;
- commercialisé un nouveau produit, bien ou service, (hors simple revente de produits nouveaux achetés à d'autres entreprises et hors modifications esthétiques ou de conditionnement de produits précédemment existants) ou utilisé un nouveau procédé (ou méthode) de production, de commercialisation ou d'organisation. De plus, aucun produit ou procédé analogue n'était déjà commercialisé ou utilisé par des concurrents.

QUALIFICATION ENTREPRISES EXPORTATRICES

- Sont qualifiées "**fortement exportatrices**" les 9 % des entreprises de l'échantillon qui font plus du quart de leur activité à l'international.
- Les "**moyennement exportatrices**", réalisant entre 6 % et 25 % de leur CA à l'export, constituent 12 % de l'échantillon.
- Le solde, soit 79 % du total de l'échantillon, dites "**non exportatrices**" par convention, sont les entreprises qui n'exportent pas (61 %) ou font moins de 6 % de leur CA à l'international (18 %).

DÉCLINAISONS RÉGIONALES

Cette enquête a fait l'objet de déclinaisons régionales. Les tendances 2011 et les prévisions 2012 des principaux indicateurs sont présentées pour les régions Alsace, Aquitaine, Bourgogne, Bretagne, Centre, Île-de-France, Languedoc-Roussillon, Lorraine, Midi-Pyrénées, Nord-Pas-de-Calais, PACA, Pays de la Loire, Poitou-Charentes et Rhône-Alpes.

Ces fiches sont consultables sur oseo.fr

OSEO

27-31 avenue du Général Leclerc – 94710 Maisons-Alfort Cedex
Tél.: 01 41 79 80 00

oseo.fr

Réf. 6801-15 – Janvier 2012 –  W&OE
Ce document est imprimé avec des encres végétales sur du papier fabriqué à 100 % à base de fibres provenant de forêts gérées
de manière durable et équitable et contrôlées dans une usine certifiée ISO 14001 & EMAS, par un professionnel labellisé Imprim'Vert.

